



## Décision individuelle N° 2022-177

**Pétitionnaire :** MOURARD Denis, Observatoire de la Côte d'Azur  
**Adresse :** 96 boulevard de l'Observatoire CS 34229 06 304 NICE cedex 4  
**Nature de la demande :** Travaux, installations, ouvrages en cœur de parc national (nécessaires à la réalisation de missions scientifiques)  
**Intitulé du projet :** Renouvellement – Projet Hypertélescope  
**Localisation :** parcelle n°104 section C commune d'Uvernet-Fours – lieu-dit vallon de la Moutière

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, R.331-19 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 19 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement ;

**Vu** la décision n°2018-114 du 19 avril 2018 autorisant le maintien des installations de l'hypertélescope dans le cœur du parc national ainsi que les aménagements temporaires nécessaires à leur fonctionnement,

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 05 mai 2022,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 13 avril 2022 par Monsieur MOURARD Denis, astronome au sein de l'Observatoire de la Côte d'Azur,

**Considérant** que la demande porte sur le renouvellement de l'autorisation n°2018-114 sus-visée, laquelle est arrivée à échéance au 31 décembre 2020,

**Considérant** que les caractéristiques des installations de l'hypertélescope et les besoins d'aménagements temporaires nécessaires aux sessions d'observation restent strictement identiques sans qu'il ait été identifié, dans la demande, de compléments ou de modifications excédant l'entretien courant ou le remplacement à l'identique,

**Considérant** que les installations et les activités menées autour de l'hypertélescope sont expérimentales, novatrices et ambitieuses, concourant à ce titre à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

**Considérant** également, la cohérence de ces travaux astronomiques avec la démarche labellisée Réserve internationale du ciel étoilé « Alpes d'Azur Mercantour », lesquels prennent appui sur la qualité du ciel nocturne local et permettent d'envisager une valorisation à la fois scientifique et pédagogique,

**Considérant** que toutefois que ces installations sont vieillissantes, que l'expérimentation de l'hypertélescope entame sa 10ème année sur le site de la Moutière sans être parvenue à ce jour aux résultats escomptés, que le site de la Moutière fonctionne en parallèle d'autres sites d'expérimentations potentiellement moins sensibles et/ou contraints, pouvant représenter des alternatives tout aussi performantes,

**Considérant** également que les activités scientifiques doivent être menées en cohérence avec la sensibilité de l'espace occupé (zone de tranquillité pour la faune sauvage) et du ciel nocturne (absence de pollution lumineuse),

**Considérant** donc la nécessité d'encadrer le fonctionnement de ces installations et leur durée de présence pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

Monsieur MOURARD Denis, astronome au sein de l'Observatoire de la Côte d'Azur et responsable scientifique du projet « Hypertélescope de l'Ubaye », est autorisé à procéder à des installations temporaires et poursuivre l'utilisation des installations pré-existantes de l'hypertélescope installées dans le vallon de la Moutière (commune d'Uvernet-Fours), situées pour partie dans le cœur du parc national.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *prescriptions relatives aux débuts de chaque session d'observation*

2.1. Chaque année, le bénéficiaire est tenu d'informer préalablement le service territorial concerné du Parc national du Mercantour, des dates de présence effective de l'équipe scientifique sur le site.

*Contact service territorial « Ubaye-Verdon »*

chef de S.T - FRIBOURG Xavier ([xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr](mailto:xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr)),

adjoint de S.T – KLEIN Ludovic ([ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr](mailto:ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr))

- *prescriptions relatives aux installations et aux activités menées durant les sessions d'observations*

2.2. Les installations temporaires autorisées sont les suivantes :

- miroirs optiques, le cas échéant posés sur trépied avec dispositif électronique et réglage ;
- 1 plate-forme légère intégralement démontable, support d'un campement léger dédié à l'observation ;
- câble porteur, câbles d'amarrage et haubans directionnels, contre-poids.

2.3. Les câbles seront déployés uniquement durant les temps d'expérimentation et d'observation scientifiques, en présence des chercheurs et bénévoles du programme Hypertélescope.

En-dehors de ces périodes, les câbles seront remisés ou déposés au sol sur la totalité de leur longueur ; le câble porteur sera maintenu intégralement immergé au passage du torrent de la Moutière, à l'aide d'un lestage.

2.4. Les câbles resteront équipés, de nuit comme de jour, d'un dispositif de visualisation afin d'éviter tout risque de collision avec la faune sauvage.

2.5. Dans le cœur du Parc national, l'ancrage du câble porteur ne devra générer aucune blessure, aucun affaiblissement ou étranglement de l'arbre servant de support.

L'élagage dans les « règles de l'art » des branches susceptibles de dévier la trajectoire et le positionnement du câble est autorisé, sous réserve que les produits de ces interventions soient laissés au sol, non débités.

La coupe ponctuelle d'individus positionnés sur cette trajectoire est soumise à l'accord préalable du service territorialement compétent du Parc national du Mercantour.

2.6. Le franchissement du torrent de la Moutière sera équipé d'une passerelle amovible, posée à même les berges sans aménagement de culée permanente. Celle-ci sera retirée et remise en-dehors du cœur du parc national en-dehors des périodes de présence des scientifiques sur le site.

2.7. La création ou l'aménagement pérenne des accès pédestres aux installations situées dans la cœur ne sont pas autorisés.

Un balisage amovible à l'aide de pastilles réfléchissantes ou lumineuses reste toutefois autorisé sur les cheminements d'accès à celles-ci, sous réserve que les passages répétés n'entraînent pas de mise à nu des sols. Ce balisage sera retiré et remis en-dehors du cœur du parc national à chaque fin de session d'observation.

2.8. Aucune nouvelle installation en cœur de parc national ne sera mise en œuvre sans accord préalable du service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, même si celle-ci est directement liée au fonctionnement du prototype.

2.9. Toute source lumineuse fixe et artificielle rendue nécessaire pour la réalisation des recherches scientifiques devra être orientée vers le sol et son rayonnement contenu par une installation préalablement autorisée (voir 2.2). Leur durée de fonctionnement est strictement corrélée à la présence effective d'astronomes à proximité (extinction en cas d'absence).

Les dispositifs lumineux surpuissants, portatifs ou fixes, sont interdits.

2.10. A chaque session d'observation, une copie de la présente autorisation sera affichée à l'intersection du câble porteur et de la piste de la Moutière. Elle sera retirée et évacuée du cœur du parc national à chaque fin de campagne.

2.11. L'ensemble des installations pré-existantes et aménagements temporaires sera démonté et évacué en dehors du cœur du parc national à l'échéance fixée à l'article 3 - Durée.

2.12. L'ensemble des déchets issus des installations et de l'activité du bénéficiaire, y compris les déchets organiques ou compostables, sera évacué du cœur du parc national vers les filières de traitement agréées à chaque fin de session d'observation.

- *Prescriptions relatives aux communications et publications*

2.13. Au 31 décembre de chaque année, le bénéficiaire est tenu de transmettre au Siège et au service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, un bilan scientifique illustré relatif aux résultats des expérimentations et aux éventuelles interactions des installations du prototypes avec la faune sauvage.

*Adresses :*

Parc national du Mercantour  
23 rue d'Italie, CS 51316 - 06 006 NICE cedex 1  
(mail : [christiane.giordan@mercantour-parcnational.fr](mailto:christiane.giordan@mercantour-parcnational.fr))

Parc national du Mercantour - Service territorial « Ubaye Verdon »  
Centre Séolane, Quartier Craplet – chemin des casernes. 04 400 BARCELONNETTE  
(mail : [xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr](mailto:xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr))

2.14. Chaque année au cours de l'été, le bénéficiaire est tenu de réaliser au moins une action de communication spécifique à destination du grand public.

Cette action devra présenter le cadre général du projet, les objectifs du prototype et les perspectives scientifiques ainsi que les caractéristiques et qualités du vallon de la Moutière en tant que site d'expérimentation.

2.15. Préalablement à l'organisation de cette communication, le bénéficiaire informera systématiquement le service territorial concerné du Parc national du Mercantour du type d'action envisagé et de ses modalités, afin que celle-ci puisse être relayée le cas échéant dans les réseaux d'information de l'Établissement public.

2.16. Le bénéficiaire est enfin tenu de communiquer au Siège et au service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, la copie intégrale de toute publication sur le sujet, avant le 31 décembre de l'année de publication.

### **Article 3 : Durée**

3.1. La présente autorisation est délivrée à compter du 15 juin 2022 jusqu'au 30 octobre 2024. La présente n'est pas renouvelable, même sur demande.

3.2. Le démontage et l'évacuation de l'intégralité des installations devra être effectif au 30 octobre 2024 sans report possible.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

**Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 9 mai 2022



La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial Ubaye-Verdon
- CGP

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.